

Jean-Marie Chevalier

**INTRODUCTION
A L'ANALYSE
ECONOMIQUE**

**Manuel de première année
de sciences économiques**

Nouvelle édition mise à jour

EDITIONS LA DECOUVERTE

1801828

Jean-Marie CHEVALER

INTRODUCTION

A

L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

INTRODUCTION

A

L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Avec la collaboration de Philippe BARDET, Laurent BENZONI,
Arash DAHMANI, Pierre GEOFFRON, Olivier PASTRE,
Hoa Hoa TRAN, Robert ZARADEK

(Centre de recherches en économie industrielle - Université Paris-Nord)

Tout droits réservés

EDITIONS LA DECOUVERTE

9 av. des Minimes

PARIS VII^e

1994

8°R

112601

INTRODUCTION
A
L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Jean-Marie CHEVALIER

INTRODUCTION

A

L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

*Manuel de première année
de sciences économiques*

Avec la collaboration de Philippe BARBET, Laurent BENZONI,
Arezki DAHMANI, Patrice GEOFFRON, Olivier PASTRÉ,
Haïc Han TRAN, Robert ZARADER
(Centre de recherche en économie industrielle - Université Paris-Nord)

3^e édition entièrement refondue

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE
9 bis, rue Abel-Hovelacque
PARIS XIII^e
1994

DL-01101994-29285

Jean-Marie CHEVALER

INTRODUCTION

Cette nouvelle édition pour
Yasmina, Sonia et Benjamin,
première génération planétaire.

L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Mémoire de première année
de sciences économiques

Avec la collaboration de Philippe BAUBET, Laurent BÉZENON,
Agnès DAHMANN, Patrick GÉOFFROY, Olivier PASTRE,
Jean-Henri TRAN, Robert ZARADSKY
(Cours de recherche en économie industrielle - Université Paris-Nord)

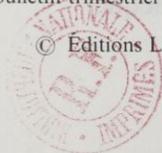
Le logo qui figure au dos de la couverture de ce livre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du photocopillage.

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue d'Hautefeuille, 75006 Paris).

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **A La Découverte**.

© Éditions La Découverte, Paris, 1984, 1987, 1994.
ISBN 2-7071-2365-X



Avant-propos

Cet ouvrage d'introduction à l'analyse économique est le résultat de plusieurs années d'enseignement en première année de DEUG à l'université Paris-XIII.

C'est le point d'aboutissement d'un travail collectif avec une équipe pédagogique qui a participé étroitement et attentivement à la mise au point du cours, des travaux dirigés et des conférences de méthode. Chacun des membres de l'équipe s'est attaché à approfondir plus particulièrement un élément du cours et ses applications. Chacun a participé à la rédaction d'un chapitre de cet ouvrage : Philippe Barbet (la production), Laurent Benzoni (l'organisation économique), Arezki Dahmani (les marchés et les prix), Robert Zarader (la consommation) et Haïc Han Tran. Qu'ils acceptent mes remerciements pour le remarquable travail scientifique et pédagogique qu'ils ont accompli, sans ménager leur temps. Je demeure toutefois seul responsable des insuffisances du texte final.

Olivier Pastré, qui enseignait également à Paris-XIII le cours d'économie de l'entreprise, a bien voulu accepter de prendre en charge une section sur l'organisation du travail. Ce volet indispensable à une introduction à l'analyse économique a pu bénéficier ainsi de sa compétence. Qu'il trouve ici le témoignage de ma gratitude.

Cet ouvrage est aussi le produit d'un dialogue pédagogique fructueux avec les étudiants de première année, toujours attentifs, le plus souvent travailleurs et parfois passionnés ; leurs réactions, remarques et suggestions ont apporté, au fil des années, d'importantes améliorations à ce travail.

Sept d'entre eux ont directement participé à la mise au point définitive de cet ouvrage : Isabelle Adine, Isabelle Bouquet, Éric Brousseau, Sonia Haddad, Éva Kalman, Agnès Moutet et Laurent Soulé. Qu'ils trouvent ici l'expression de mes remerciements.

Je tiens enfin à remercier Benoist Delage qui a procédé avec

intelligence et méthode aux toutes dernières corrections et Josiane Pencole qui, de la première à la dernière page, a tapé, monté et corrigé ce manuscrit avec un grand souci de précision et d'exactitude.

La troisième édition de cet ouvrage a donné lieu à un important travail de refonte, de reformulation et de réactualisation. Des éléments ont été retirés, d'autres ont été ajoutés, mais la démarche reste la même : présenter de la façon la plus pédagogique, au prix peut-être de quelques simplifications abusives, la logique d'ensemble de l'approche économique en cherchant une confrontation permanente entre la conceptualisation et la réalité.

Pour ce travail de relecture et de reformulation, je tiens à exprimer ma gratitude à Patrice Geoffron, pour son excellente synthèse des courants contemporains de l'analyse économique, à Bertrand Bellon et ses étudiants de l'université Paris-Sud, à Éric Brousseau et Christian du Tertre. Leurs remarques, commentaires et contributions m'ont permis d'améliorer très sensiblement la version initiale de l'ouvrage. Je remercie enfin Martine Lejart et Anne Sophie Michard, du Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières pour l'aide précieuse qu'elles m'ont apportée dans la mise au point définitive de cette révision.

Introduction

Une introduction à l'analyse économique pose immédiatement un problème de méthode. En effet, la science économique contemporaine, qui s'est constituée progressivement en réaction par rapport à l'histoire, se présente comme un ensemble assez hétérogène marqué par de profonds clivages.

Du point de vue idéologique, on peut distinguer trois courants principaux dans la formation de cette science :

- l'économie politique néoclassique fondée sur l'action régulatrice des marchés, une faible intervention de l'État, la liberté d'entreprendre et d'accumuler ;
- l'économie marxiste qui démontre le degré d'exploitation auquel sont soumis les travailleurs par le capitalisme et l'impérialisme et qui cherche à construire les bases économiques du socialisme ;
- l'économie keynésienne, marquée par une forte intervention de l'État visant à réguler l'économie et à corriger le jeu trop brutal du marché.

Ces trois orientations, qui n'excluent d'ailleurs pas les interférences, reflètent bien les rapports qu'entretient la science économique avec l'histoire : les économistes ont développé leurs théories pour justifier leur attachement aux idées libérales, révolutionnaires ou interventionnistes. Aujourd'hui ces clivages idéologiques sont beaucoup moins profonds : la problématique marxiste a été radicalement remise en cause à la suite de l'effondrement du communisme ; les courants néo-classique et keynésien sont confrontés à des problèmes nouveaux et ne sont plus en mesure d'apporter des réponses satisfaisantes. On dit que la science économique est en crise. On attend l'émergence d'une science économique nouvelle.

Du point de vue méthodologique, on retrouve un nouveau clivage entre l'économie pure et l'économie appliquée, l'économie théorique et l'économie expérimentale. D'un côté, certains économistes ont

tendance à développer une science économique pure ; des hypothèses simplificatrices leur permettent de construire des équations et des modèles qui ont pour mérite de favoriser la rigueur du raisonnement, mais pour défaut de nous éloigner des réalités économiques concrètes.

D'un autre côté, certains s'attachent à mesurer et à analyser les phénomènes économiques réels, sans toujours avoir au départ un modèle de référence qui permette la mise en cohérence des faits et leur explication. Une science économique qui ne serait ainsi que l'observation du concret n'a pas plus de sens qu'une science économique pure, complètement dégagée des contingences matérielles.

Face à cette situation générale, nous avons donc dû effectuer un certain nombre de choix quant à la construction de cet ouvrage.

Notre premier choix a été de commencer par un chapitre sur l'histoire de la pensée économique pour montrer comment la science économique s'est construite progressivement, au fil du temps, en réaction aux événements. Cette démarche nous aidera à mettre en lumière l'articulation des principales idées, les filiations, les oppositions et les clivages. Nous aboutirons ainsi aux grands courants mentionnés ci-dessus ; nous les retrouverons tout au long de ce livre et, comme ces trois courants apparaissent aujourd'hui également démunis face à la réalité, nous chercherons à ne nous faire prisonnier d'aucun d'eux, refusant systématiquement tout dogmatisme, cherchant à montrer ce que chacun peut contenir de porteur.

Le deuxième chapitre est consacré à l'organisation de l'activité économique. Il présente très concrètement, mais très sommairement, les systèmes économiques contemporains et les problèmes qu'ils posent : inflation, chômage, échanges extérieurs, pauvreté, malnutrition, régulation par l'État. Nous cherchons ainsi à cerner la réalité économique, car c'est à partir de ces problèmes concrets que doit se développer la réflexion théorique, pour revenir ensuite au concret avec une possibilité de le modifier. La science économique apparaît ici comme une démarche composée de trois étapes successives :

- observer la réalité économique, c'est-à-dire l'identifier, la mesurer, la qualifier, l'analyser ;
- réfléchir abstraitement sur cette réalité pour lui donner un sens, c'est-à-dire conceptualiser, formaliser, modéliser ;
- en déduire des moyens d'action, c'est-à-dire agir sur la réalité par des instruments de politique économique.

Le troisième chapitre opère un retour à l'abstraction ; il est consacré au problème de la valeur, l'un des problèmes les plus difficiles de la théorie économique à la base des controverses qui opposèrent Smith, Ricardo et Marx ; il est aujourd'hui quelque peu délaissé, mais on doit reconnaître qu'aucune réflexion économique approfondie ne peut passer sous silence le problème de la valeur. Lorsqu'on évoque par exemple un problème aussi concret que celui de la route, ne doit-on pas penser à la valeur de l'automobile en incluant le transport qu'elle permet, mais aussi les milliers de morts et de blessés que la route nous inflige chaque année ?

Les chapitres suivants, IV et V, sont consacrés à la consommation et à la production. Au centre des mécanismes économiques de base, nous avons en effet une offre et une demande. Nous avons choisi de commencer par la demande qui est, en théorie, l'expression d'un besoin. Nous voulons marquer par là que la science économique est essentiellement marquée par le problème de la satisfaction des besoins.

Ces chapitres présentent schématiquement les théories de la consommation et de la production telles qu'elles ont été développées par les principaux courants. Aussi souvent que possible, nous chercherons à confronter la théorie aux faits et nous essaierons de montrer comment la démarche théorique nous aide ou au contraire nous gêne dans la compréhension du concret.

Le chapitre VI traite des marchés et des prix, c'est-à-dire de la façon dont la confrontation d'une offre et d'une demande conduit à la détermination d'un prix. Nous verrons dans ce chapitre que les modèles purs qui ont été construits par les économistes (la concurrence pure et parfaite et le monopole) nous aident assez efficacement à comprendre la réalité et à établir des orientations de politique économique.

Le chapitre VII, enfin, constitue une ouverture sur des théories économiques plus complexes (équilibre général, accumulation, croissance) et sur les grands problèmes économiques contemporains qui cristallisent les acquis et les insuffisances de la théorie économique actuelle. L'ouvrage se termine par une série d'interrogations que se pose la communauté économique aujourd'hui.

Cette introduction à l'analyse économique, qui correspond au programme de la première année de DEUG, ne se présente pas tout à fait comme un manuel courant.

Nous avons voulu donner aux étudiants un *guide* qui leur fournisse une démarche générale, une trame leur permettant de retrouver la cohérence globale des questions particulières. De ce fait, nous avons présenté très sommairement et très schématiquement les questions classiques traitées dans tous les manuels.

Cela implique naturellement, de la part des étudiants, de recourir, en complément, aux principaux manuels disponibles.

La réussite d'une première année de faculté implique avant tout un travail de lecture et de réflexion. Il s'agit d'abord de prendre contact avec la littérature économique, manuels ou essais ; il s'agit ensuite de lire la presse économique de façon à connaître la réalité économique et à favoriser un va-et-vient constant entre la théorie et la pratique.

Des lectures « pour aller plus loin » sont indiquées à la fin de chaque chapitre. Il faut essayer d'en voir le maximum, même partiellement, afin de découvrir, progressivement, toute l'étendue et la richesse de la

littérature économique. Au sein de celle-ci, il convient d'accorder une place privilégiée aux grands auteurs : Smith, Malthus, Ricardo, Marx, Marshall, Walras, Keynes. Les étudiants qui s'en donneront la peine constateront vite que c'est en lisant, en travaillant et en discutant ces auteurs, sans intermédiaire, que l'on se trouve aux sources de l'économie politique.

PRINCIPAUX MANUELS

Il existe de très nombreux manuels d'économie plus ou moins avancés. Il convient de les passer en revue et de choisir comme instrument de travail ceux qui correspondent le mieux à l'attente pédagogique de chaque étudiant.

Gilbert ABRAHAM-FROIS, *Économie politique*, Economica, 5^e éd. 1992.

William J. BAUMOL et Alan S. BLINDER, *Economics : Principles and Policy*. Harcourt Brace Jovanovich, 2^e éd. 1982 (l'un des meilleurs manuels américains. À consulter).

David BEGG, Stanley FISCHER et Rudiger DORNBUSCH, *Macroéconomie*, traduction française, Ediscience International, 1992.

David BEGG, Stanley FISCHER et Rudiger DORNBUSCH, *Microéconomie*, traduction française, Mc Graw Hill, 1989.

Xavier GREFFE, Jacques MAIRESSE et Jean-Louis REIFFERS, *Encyclopédie économique*, 2 vol, Economica, 1990. Les étudiants trouveront dans cet ouvrage des développements complets sur tous les éléments constitutifs des sciences économiques. Référence utile pour chacun des chapitres du manuel.

Collectif, *La Science économique en France*, La Découverte, « Repères », 1989.

Richard G. LIPSEY et Peter O. STEINER, *Analyse économique*, Éd. française, Cujas, 1980.

Chapitre I

Les grands courants de la pensée économique

La meilleure introduction à l'analyse économique consiste à voir comment la pensée économique s'est progressivement élaborée au fil de l'histoire. La pensée économique est une vaste mosaïque à l'intérieur de laquelle des centaines d'auteurs développent des pensées rigoureuses, originales ou seulement académiques, plus ou moins fortement connectées au monde économique réel.

Il ne s'agit pas ici de remonter aux origines de la pensée économique et de passer systématiquement en revue tous les auteurs, mais plutôt de mentionner ceux qui ont le plus fortement marqué la formulation de l'analyse économique contemporaine et de montrer aussi comment s'articulent les idées, les auteurs et les courants qui les regroupent.

En procédant de cette façon, nous serons nécessairement sélectifs, schématiques, voire simplistes. Notre objectif est de donner aux étudiants une vision globale qu'ils peuvent ensuite compléter par des manuels consacrés à l'histoire de la pensée et la lecture des grands auteurs.

La réflexion économique est déjà très présente chez les philosophes anciens, que ce soient les Grecs (Platon, Aristote), les Arabes (Ibn Khaldoun, El Makrizi), les philosophes du Moyen Âge (saint Thomas d'Aquin, en particulier). La pensée économique se développe au fur et à mesure que des problèmes *économiques* se posent aux citoyens et aux gouvernements : gestion des exploitations agricoles, financement et administration des dépenses de la Cité puis de l'État, réglementation du commerce et des échanges. Chacune des questions soulevées est en rapport avec un environnement socio-économique particulier. Saint Thomas d'Aquin, par exemple, examine sur quels fondements pourrait s'établir un *juste prix* qui soit en mesure d'assurer une « juste rémunération » du producteur sans léser pour autant celui qui achète.

Dans un premier temps, nous allons ainsi examiner les grands

moments de la pensée économique. Nous analyserons ensuite l'articulation des courants et des idées¹.

1. Les grands moments de la pensée économique

On peut dire que c'est surtout à partir du XVIII^e siècle que se structure la pensée économique moderne. C'est donc à partir de cette époque que nous commencerons notre survol en examinant d'abord François Quesnay, puis l'école classique. Nous verrons ensuite Karl Marx et le courant néoclassique. Nous examinerons enfin les orientations contemporaines de la pensée économique.

1.1 FRANÇOIS QUESNAY (1694-1774)

Au XVIII^e siècle l'économie française est une économie essentiellement agricole : l'agriculture contribue pour plus de 75 % à la richesse nationale et les problèmes économiques qui se posent sont étroitement liés à cet état de fait².

Quesnay connaît bien la situation de l'agriculture puisqu'il est lui-même le fils d'un petit propriétaire foncier des environs de Paris. Autodidacte, il étudie la médecine et s'installe comme médecin à Mantes. Remarqué dans la profession, il est nommé médecin du Roi en 1748. Anobli, enrichi, il achète une ferme dans le Nivernais, revenant ainsi aux problèmes économiques qui lui sont chers. En 1756 et 1757 il participe aux travaux de l'*Encyclopédie*, écrivant les articles sur les grains et les fermiers. Ses réflexions l'amènent à réunir autour de lui quelques hommes qui s'intéressent à l'économie : Mirabeau (père), Mercier de la Rivière, Dupont de Nemours, Turgot. C'est le groupe des *physiocrates*, dont Quesnay devient le chef de file.

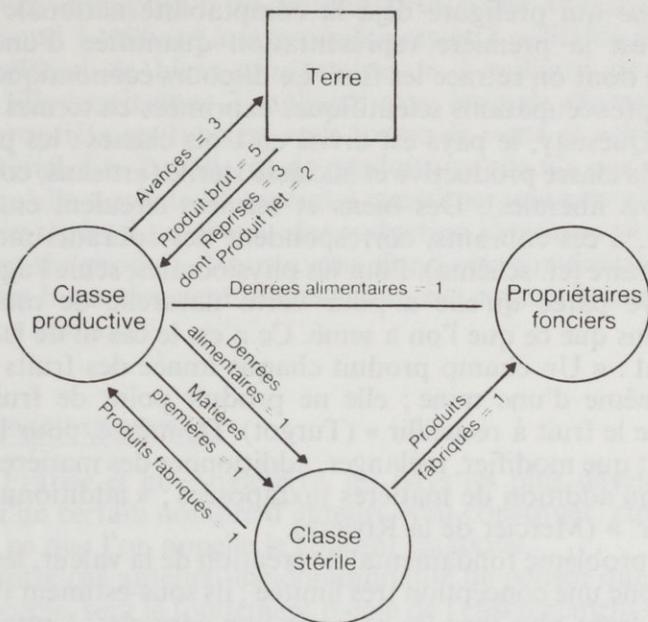
La doctrine de la physiocratie (gouvernement de la nature) est fondée sur l'idée d'un ordre naturel à partir duquel les hommes et les choses s'organisent, comme « les abeilles se soumettent d'un commun accord et dans leur propre intérêt à l'organisation de la ruche » (Dupont de Nemours). Cet ordre naturel repose sur le sacro-saint principe de la propriété privée (foncière), source majeure de la prospérité du monde.

1. Sur l'histoire de la pensée économique, voir le manuel d'Henri DENIS : *Histoire de la pensée économique*, PUF (Thémis), 1980. On peut se référer aussi à la somme de connaissances que nous a laissée Joseph SCHUMPETER : *History of Economic Analysis*, 1954, trad. française : *Histoire de l'analyse économique*, Gallimard, 1983. Voir aussi Ch. GIDE et C. RIST, *Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*, Sirey, 1947. Marc GUILLAUME (sous la dir. de), *L'État des sciences sociales en France*, La Découverte, 1986. Maurice BASLE et al., *Histoire des pensées économiques*, Sirey, Synthèse +, 1988. Michel BEAUD et Gilles DOSTALLER, *La Pensée économique depuis Keynes*, Seuil, 1993.

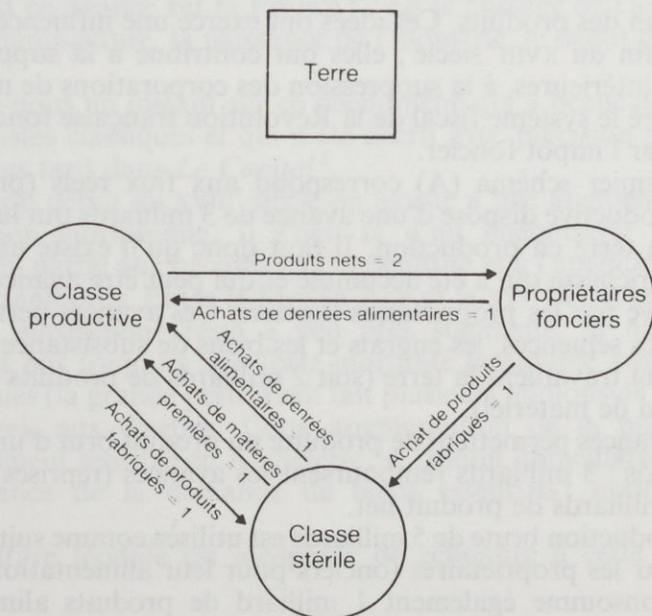
2. Les jacqueries, les disettes, le problème du prix du blé et de la libre circulation des grains, le rôle des intendants, sont à la base des discussions prérévolutionnaires.

Fig. 1.1. : REPRÉSENTATION DU TABLEAU ÉCONOMIQUE DE F. QUESNAY

A. Réseau des flux réels



B. Réseau des flux monétaires



Source : Jean BERNARD, *Marx et Quesnay*, in *François Quesnay et la physiocratie*, t. I, INED, 1958.

En 1758 Quesnay publie l'ouvrage économique qui le fera connaître à la postérité : *Le Tableau économique de la France*.

Quesnay fait un apport décisif à l'économie par son *Tableau économique* qui préfigure déjà la comptabilité nationale contemporaine. C'est la première représentation quantifiée d'une économie nationale dont on retrace les flux. Le discours économique se réclame déjà des préoccupations scientifiques exprimées en termes de chiffres.

Selon Quesnay, le pays est divisé en trois classes : les propriétaires fonciers, la classe productive et la classe stérile (artisans, commerçants, professions libérales). Des biens et services circulent entre ces trois classes et, à ces courants, correspondent des courants monétaires de sens contraire (cf. schéma). Pour les physiocrates, seule l'agriculture est productive parce qu'elle a pour vertu naturelle de multiplier : on récolte plus que ce que l'on a semé. Ce n'est le cas ni de la mine, ni de l'artisanat : « Un champ produit chaque année des fruits ; il n'en est pas de même d'une mine ; elle ne produit point de fruits ; elle est elle-même le fruit à recueillir » (Turgot). De même, pour les artisans : ils ne font que modifier, mélanger, additionner des matières premières. Il n'y a qu'addition de matières juxtaposées ; « additionner n'est pas multiplier » (Mercier de la Rivière).

Sur ce problème fondamental de création de la valeur, les physiocrates ont donc une conception très limitée ; ils sous-estiment l'importance que prendront plus tard les activités non agricoles. Leurs préoccupations, qui s'expriment par exemple dans l'ouvrage de Quesnay *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole*, concernent surtout la terre : respect de la propriété foncière, liberté de circulation des produits. Ces idées ont exercé une influence considérable à la fin du XVIII^e siècle ; elles ont contribué à la suppression des douanes intérieures, à la suppression des corporations de métier ; elles ont inspiré le système fiscal de la Révolution française fondé essentiellement sur l'impôt foncier.

Le premier schéma (A) correspond aux flux réels (produits) : la classe productive dispose d'une avance de 3 milliards qui lui permet de mettre la terre en production. Il faut donc qu'il existe au départ un stock de richesse qui a été accumulé et qui peut être avancé à la classe productive par les propriétaires fonciers. Ces avances permettront de fournir les semences, les engrais et les biens de subsistance nécessaires à ceux qui travaillent la terre (soit 2 milliards de produits agricoles et 1 milliard de matériel).

Ces avances permettent de produire un produit brut d'une valeur de 5 milliards : 3 milliards remboursent les avances (reprises), et il reste donc 2 milliards de produit net.

La production brute de 5 milliards est utilisée comme suit : 1 milliard utilisé par les propriétaires fonciers pour leur alimentation ; la classe stérile consomme également 1 milliard de produits alimentaires et utilise 1 milliard de matières premières agricoles qu'elle transforme en 2 milliards de produits manufacturés ; ceux-ci sont destinés, d'une part, à la classe productive (1 milliard), pour remplacer le capital fixe

qu'elle a utilisé au départ, et, d'autre part, à la classe des *propriétaires fonciers* (1 milliard).

À ces flux réels correspondent des flux monétaires (schéma B) : la classe productive dispose d'un produit brut d'une valeur de 5 milliards ; elle vend 1 milliard aux propriétaires et 2 milliards à la classe stérile (1 milliard de biens alimentaires + 1 milliard de matières premières). Elle reçoit donc 3 milliards avec lesquels elle paye 2 milliards aux propriétaires fonciers sous forme de rente et achète 1 milliard de matériel. Les 2 milliards de produits qu'elle n'a pas vendus et le matériel qu'elle a acheté lui servent à constituer une nouvelle avance et le circuit se répète à un niveau de production identique ; il n'y a pas de croissance du produit. Nous avons donc une circulation fermée : l'argent et les biens circulent d'agent à agent, comme le sang circule dans le corps humain.

1.2. LE COURANT CLASSIQUE

C'est en France et en Angleterre, les pays les plus développés du moment, qu'un certain nombre d'auteurs vont constituer, aux XVIII^e et XIX^e siècles, ce que l'on appelle le courant classique.

Il existe entre ces auteurs une communauté de pensée qui, pendant environ un siècle, sera le fondement même de l'enseignement économique. Distinguons, parmi ces auteurs, les quatre plus marquants : Adam Smith, Malthus, Ricardo et Jean-Baptiste Say.

Les auteurs anglais ne feront pas l'erreur de Quesnay. La Grande-Bretagne est en avance sur la France : c'est le passage de l'artisanat à la grande manufacture, la naissance de l'industrie, le début du capitalisme.

Arrêtons-nous un instant sur ce phénomène qui a beaucoup frappé les économistes classiques et qui a été décrit avec précision par Marx un siècle plus tard dans *Le Capital*³.

À partir du début du XVIII^e siècle on assiste à une augmentation de la population européenne. Il s'agit là d'un phénomène nouveau, imputable en partie aux progrès de l'agriculture et à l'amélioration des conditions sanitaires. Entre le Moyen Âge et le XVI^e siècle, en effet, la population européenne reste à peu près stagnante, la natalité ne compensant pas toujours une forte mortalité imputable aux guerres, aux épidémies (la grande peste avait fait plusieurs millions de morts au Moyen Âge), aux disettes. Cette augmentation de la population, particulièrement sensible en Angleterre, se traduit immédiatement par une croissance de la demande de biens essentiels : nourriture et vêtements.

L'agriculture féodale est incapable de répondre à cette nouvelle

3. Sur cette période, très fondamentale, de l'histoire économique, des lectures sont indispensables. Indiquons : Paul MANTOUX, *La Révolution industrielle au XVIII^e siècle*, Genin, 1959 ; Henri SÉE, *La France économique et sociale au XVIII^e siècle*, Armand Colin, nouvelle édition, 1967 ; Karl MARX, *Le Capital*, L. 1, s. 4, Bibl. de la Pléiade ; Michel BEAUD, *Histoire du capitalisme*, Le Seuil, 1981.

demande ; il faut qu'elle se transforme. C'est ainsi que se développe en Angleterre le mouvement des *enclosures*, lois sociales qui prescrivent de clore les champs individuels et communaux⁴. Seuls les plus riches peuvent se soumettre à cette réglementation. Les pauvres n'ont pas le choix : ils sont contraints de vendre et de quitter leurs terres. « Les enclosures rendent gras les troupeaux et maigres les pauvres gens. » C'est le début de l'exode rural qui donne naissance « à ce prolétariat sans feu ni lieu qui va fournir aux manufactures naissantes l'armée industrielle de réserve dont elles avaient besoin » (Marx).

Ces manufactures, disposant d'une main-d'œuvre bon marché, vont s'organiser pour répondre de façon plus efficace à la demande de textiles (vêtements). L'invention de la navette volante bouleverse l'industrie du tissage ; il faut que la productivité du filage de la laine augmente : on introduit la machine à vapeur, invention déjà ancienne qui reçoit ici sa première application industrielle. L'introduction de la machine à vapeur va agir sur le reste de l'économie : il faut que des mines de charbon, des mines de fer soient mises en exploitation ; c'est la naissance de l'industrie sidérurgique et, beaucoup plus tard (1840), des premiers chemins de fer.

Paul Hazard écrit à propos de cette époque : « Dans l'Europe du XVIII^e siècle, la valeur suprême devenait le travail. Déjà résonnait le bruit des tissages ; déjà la cellule n'était plus la famille mais l'usine ; déjà le centre de gravité de la vie économique était déplacé ; déjà commençait l'ère de l'industrie ; déjà, par elle, naissaient d'autres progrès et d'autres maux pour le monde⁵. »

Les économistes classiques ont sous les yeux une économie en transformation. Ils sont émerveillés par la richesse que représente le développement de ces nouvelles activités ; ils seront les avocats convaincus du capitalisme naissant.

1.2.1. Adam Smith (1723-1790)

Fils d'un contrôleur des douanes de Glasgow, Adam Smith commence des études de théologie ; la découverte de la pensée rationaliste lui fait abandonner la vocation religieuse. De retour à Glasgow, il enseigne la littérature, la théologie puis enfin l'économie⁶. Il publie deux ouvrages marquants : la *Théorie des sentiments moraux* et surtout, en 1776, la *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*⁷.

Dans son premier ouvrage, Adam Smith nous livre déjà une peinture extrêmement fine de la société dans laquelle il vit, peinture qui

4. Le mouvement des enclosures en Angleterre avait commencé dès le XVI^e siècle ; à cette époque il avait pour but de développer l'élevage du mouton ; il diminue au XVII^e siècle et s'accélère considérablement à partir de 1750 (*Histoire universelle*, Bibl. de la Pléiade, t. 3, p. 291).

5. Paul HAZARD, *La Pensée européenne au XVIII^e siècle*, Boivin et Cie, t. II, Paris, 1946, p. 142.

6. C'est par l'intermédiaire des notes prises par un étudiant que le contenu de cours d'Adam SMITH est passé à la postérité.

7. Nous recommandons à tous les étudiants de lire une version abrégée de cet ouvrage : Adam SMITH *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, les Grands Thèmes, Gallimard, Idées, 1976.

PRIX NATUREL ET PRIX DE MARCHÉ

Lorsque le prix d'une marchandise n'est ni plus ni moins que ce qu'il faut pour payer, suivant leurs taux naturels, la rente de la terre, les salaires du travail, et les profits du capital employés à produire cette denrée, la préparer et la conduire au marché, alors cette marchandise est vendue ce qu'on peut appeler son prix naturel...

Le prix courant auquel une marchandise se vend communément est ce qu'on appelle son prix de marché. Il peut être ou au-dessus, ou au-dessous, ou précisément égal au prix naturel.

Demande efficace – demande absolue

Le prix de marché de chaque marchandise particulière est déterminé par la proportion entre la quantité de cette marchandise qui est réellement apportée sur le marché, et les demandes de ceux qui sont disposés à payer le prix naturel de la marchandise ou la valeur entière des rentes, salaires et profits qu'il faut payer pour l'amener au marché. On peut les appeler les demandeurs efficaces et leur demande, la demande efficace, puisqu'elle peut être suffisante pour provoquer, efficacement, l'arrivée de la marchandise sur le marché. Elle diffère de la demande absolue. Un homme pauvre peut bien, dans un certain sens, faire la demande d'un carrosse à six chevaux, c'est-à-dire qu'il voudrait l'avoir ; mais sa demande n'est pas une demande efficace, capable de faire jamais arriver la marchandise sur le marché pour la satisfaire.

Offre inférieure à la demande

Quand la quantité d'une marchandise quelconque, amenée sur le marché, tombe au-dessous de la demande efficace, tous ceux qui sont disposés à payer la valeur entière des rentes, salaires et profits qui doit être payée pour amener cette marchandise sur le marché ne peuvent pas se procurer la quantité qu'ils demandent. Plutôt que de s'en passer tout à fait, quelques-uns d'entre eux consentiront à donner davantage. Une concurrence s'établira aussitôt entre eux, et le prix de marché s'élèvera plus ou moins au-dessus du prix naturel, suivant que la grandeur du déficit, la richesse ou les désirs capricieux des concurrents viendront animer plus ou moins cette concurrence. Le même déficit donnera lieu généralement à une concurrence plus ou moins active, entre des compétiteurs égaux en richesse ou en luxe, selon que la marchandise à acheter se trouvera être alors d'une plus ou moins grande importance pour eux ; de là l'élévation exorbitante dans le prix des choses nécessaires à la vie, pendant le siège d'une ville ou dans une famine.

Offre supérieure à la demande

Lorsque la quantité amenée sur le marché excède la demande efficace, elle ne peut être entièrement vendue à ceux qui consentent à payer la valeur des rentes, salaires et profits qu'il faut payer pour l'y amener. Il faut bien qu'une partie soit vendue à ceux qui veulent payer moins que cette valeur entière, et le bas prix que donnent ceux-ci réduit nécessairement le prix du tout. Le prix de marché tombera alors plus ou moins au-dessous du prix naturel, selon que la quantité de l'excédent augmentera plus ou moins la concurrence des vendeurs, ou suivant qu'il leur importera plus ou moins de se défaire sur-le-champ de la marchandise. Le même excédent, dans l'importation d'une denrée périssable, donnera lieu à une concurrence beaucoup plus vive que dans l'importation d'une marchandise durable ; dans une importation d'oranges, par exemple, que dans une de vieux fer.

Offre égale à la demande

Lorsque la quantité mise sur le marché est juste suffisante pour satisfaire la demande efficace et rien de plus, le prix de marché se trouve être avec exactitude, du moins autant qu'il est possible d'en juger, le même que le prix naturel. Toute la quantité disponible sera cédée à ce prix, et elle ne saurait l'être à un plus haut prix. La concurrence des différents vendeurs les oblige à accepter ce prix, mais ne les oblige pas à accepter moins.

La quantité de chaque marchandise amenée sur le marché se proportionne naturellement d'elle-même à la demande efficace. C'est l'intérêt de tous ceux qui emploient leur terre, leur travail ou leur capital à faire venir quelque marchandise au marché, que la quantité n'en excède jamais la demande efficace, et c'est l'intérêt de tous les autres que cette quantité ne tombe jamais au-dessous.

Adam SMITH, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Liv. I, chap. 7.

préfigure à bien des égards la sociologie contemporaine. Suivons sa pensée : l'ordre social, nous dit-il, repose sur la tendance des hommes à admirer les riches et les puissants :

« L'homme riche, écrit-il, est remarqué, envié, considéré, approuvé et il s'applaudit de ses richesses. (...) Le pauvre au contraire est honteux de son indigence⁸. »

Le moteur de la société, c'est donc l'enrichissement, l'accumulation des richesses. Toute la pensée classique, à la suite de Smith, est une exhortation à la poursuite des richesses ; chaque citoyen, chaque individu, doit se préoccuper de sa propre fortune matérielle sans tenir compte des autres ; seule cette poursuite incessante des richesses peut contribuer à la prospérité de tous et donc au meilleur des mondes possibles.

La question qui se pose alors est celle de savoir quelle est l'origine de cette richesse. Smith ne commettra pas sur ce point l'erreur des physiocrates qui soutenaient que c'était la terre et seulement la terre. Sa réponse est claire et sans équivoque ; elle sera reprise par Marx beaucoup plus tard : c'est le travail qui est source de toute richesse, de toute valeur. Cette réponse est le fondement même de ce que l'on appelle aujourd'hui la théorie de la valeur travail.

Smith pousse plus loin son analyse : la richesse dépend du travail ; elle dépend aussi de l'organisation du travail, de *la division du travail*. Cette division du travail est très ancienne, nous rappelle A. Smith. Elle apparaît le jour où, dans les sociétés tribales primitives, un individu s'aperçoit qu'il est très doué pour fabriquer des arcs, mais très peu doué pour la chasse ; il se met à fabriquer des arcs, renonce à son activité de chasse et échange les arcs qu'il produit contre du gibier. Il peut ainsi obtenir beaucoup plus de gibier en fabriquant des arcs qu'en allant lui-même à la chasse. Réciproquement, les chasseurs sont très satisfaits d'avoir des arcs de bonne qualité : leur productivité augmente. Il y a bien, là, un premier signe de division du travail qui s'est accentué au cours du temps et de l'histoire. L'exemple célèbre que nous cite A. Smith est celui de la manufacture d'épingles (liv. I, chap. 1.)

Un ouvrier isolé, aussi habile soit-il, n'arrivera guère à produire plus de quelques épingles dans sa journée. Plusieurs ouvriers dont le travail est organisé dans une manufacture ont une productivité bien supérieure : « Un ouvrier tire le fil à la bobine, un autre le dresse, un troisième coupe la dressée, un quatrième empoigne, un cinquième est employé à émoudre le bout qui doit recevoir la tête, etc. » De cette façon, 10 ouvriers peuvent produire 48 000 épingles par jour. Le capital permet ainsi d'augmenter la productivité du travail.

Pourquoi une telle augmentation de productivité ? « Pour trois raisons, répond A. Smith : d'abord parce que cette répartition des tâches permet d'accroître l'habileté de chaque individu, ensuite parce que l'on réalise un gain de temps en supprimant le temps de passage

8. Adam SMITH, *Théorie des sentiments moraux*, 1759, Paris, Guillaumin et Cie, 1860, p. 54.

d'une opération à une autre, enfin parce qu'une telle organisation augmente la capacité d'innovation des hommes.

La division du travail, nous dit Smith, transforme le monde en un vaste atelier dans lequel chacun a ses compétences, sa spécialisation. Elle implique une extension des marchés traditionnels car la production d'une manufacture de ce type dépasse les besoins du marché local. Au-delà de l'organisation ponctuelle du travail se profile ainsi une *division internationale du travail* susceptible de profiter à tous les peuples.

C'est donc ce travail organisé, socialement situé, qui est à l'origine de la valeur. Ce concept de valeur lui-même est double : il y a la valeur d'usage et la valeur d'échange. La *valeur d'usage* mesure l'utilité d'un objet particulier. La *valeur d'échange* mesure ce que l'on peut obtenir en échange du bien considéré. Parfois il peut y avoir une très grande distorsion entre ces deux valeurs : l'eau, par exemple, a une grande valeur d'usage mais une faible valeur d'échange ; le diamant, au contraire, a une grande valeur d'échange mais une faible valeur d'usage⁹. »

Smith, économiste, s'intéresse surtout à la valeur d'échange qui détermine le prix des objets. Le commun dénominateur entre deux objets différents, nous dit-il, c'est la quantité de travail qu'ils contiennent. De cette conception de la valeur découlent les principes qui gouvernent la répartition du revenu : le prix naturel des choses, c'est ce qui est nécessaire pour rémunérer normalement le travail, le capital et la terre.

Le salaire, rémunération du travail, correspond à ce qui est nécessaire pour que l'ouvrier puisse assurer sa subsistance.

Le profit, rémunération du capital, est un prélèvement sur la valeur créée par le travail.

La rente rémunère le propriétaire foncier qui autorise que l'on mette sa terre en culture ; elle constitue également un prélèvement opéré sur la valeur.

Il y a encore bien d'autres idées, et des considérations étonnamment modernes, chez Smith et nous ne pouvons que renvoyer le lecteur à l'œuvre originale.

Adam Smith, que l'on appelle « le père de l'économie politique », a beaucoup marqué son époque. La *Richesse des nations* arrive au moment où la Grande-Bretagne se pose le problème du passage de l'ère agricole à l'ère industrielle.

Les enseignements de Smith furent largement appliqués : la Grande-Bretagne devient le pays du libéralisme où les individus mus par l'intérêt personnel contribuent au bien-être général, mais aussi à l'émergence des conflits sociaux qui éclateront au siècle suivant.

9. Bien avant SMITH, CANTILLON avait déjà opéré cette distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange.

1.2.2. Thomas Robert Malthus (1776-1834)

Le nom de Malthus est aujourd'hui automatiquement associé à l'idée de mathusianisme, qui exprime une certaine méfiance vis-à-vis de la croissance (économique, démographique), méfiance fondée sur les effets néfastes qu'elle pourrait entraîner. C'est bien cette attitude que l'on trouve chez Malthus, qui, contrairement à Smith ou à Jean-Baptiste Say, voit plus de mal que de bien dans les transformations économiques auxquelles il assiste. L'intelligentsia anglaise de la fin du XVIII^e siècle est, dans sa majorité, très acquise aux idées nouvelles qu'expriment la Révolution française : on croit au progrès et l'on réclame plus de justice. En Angleterre, des lois d'assistance aux pauvres, votées dès le début du XVIII^e siècle, sont une source de discussion qui partage les esprits.

Le père de Malthus, un hobereau campagnard, est lui-même totalement acquis à ces idées nouvelles, mais Malthus, pasteur d'une petite paroisse rurale, va réagir violemment contre ce courant social qui pourrait, selon lui, mener à des désastres. En 1798, il écrit ses *Essais sur le principe de la population*¹⁰.

La Grande-Bretagne du XVIII^e siècle est marquée, nous l'avons vu, par une forte croissance démographique qui explique, au moins en partie, les transformations de l'agriculture et les débuts de l'industrialisation. Malthus est très préoccupé par la croissance démographique. D'après lui, la population suit une progression de type géométrique tandis que la production suit une progression arithmétique¹¹, car il faut aller cultiver des terres de moins en moins fertiles. On se heurte donc à des rendements décroissants.

Cette contradiction entre le rythme de croissance de la population et le rythme de croissance de la production engendre chez Malthus un très profond pessimisme. Il ne pense pas que le progrès technique soit en mesure de résoudre cette contradiction.

Il faut donc favoriser le fonctionnement de mécanismes régulateurs : limitation volontaire des naissances (« L'Église et l'État, écrit-il, doivent cesser d'encourager les naissances »), maintien des inégalités sociales. La misère est pour Malthus un régulateur souhaitable. Il ne faut pas, affirme-t-il, assister les pauvres car cela les encourage à procréer et le résultat serait un accroissement de misère pour toute la population. Malthus va donc justifier les inégalités sociales qu'il convient à tout prix de maintenir :

« Une classe supérieure et une classe inférieure, écrit-il, sont nécessaires ; bien mieux, elles sont extrêmement utiles. Si les individus n'étaient pas aiguillonnés par l'espérance de s'élever ou la crainte de déchoir, si le travail ne portait pas en lui sa récompense et l'indolence sa punition, on ne verrait nulle part cette ardente activité avec laquelle

10. Cet ouvrage est d'abord publié de façon anonyme (1798), puis sous le nom de MALTHUS en 1802.

11. Rappelons qu'une progression arithmétique est une suite de nombres dans laquelle chaque terme est déduit du précédent en l'additionnant par un terme constant (1, 3, 5, 7, 9, etc.). Dans une progression géométrique, chaque terme est déduit du précédent en le multipliant par un terme constant (1, 2, 4, 8, 16, etc.).

chacun de nous travaille à améliorer sa condition qui est actuellement le principal moteur de la prospérité publique¹². »

On remarque tout ce qu'il y a d'individualiste dans cette attitude : enrichis-toi sans te soucier de tes voisins et des injustices – la richesse récompensera ton travail –, la pauvreté n'est autre que la sanction de l'incapacité et de la paresse.

Pour comprendre cette attitude, il faut se replacer dans le contexte de l'époque : c'est la bourgeoisie qui construit le capitalisme naissant et qui revendique la place et le pouvoir de l'aristocratie. Il faut donc qu'il n'y ait aucun frein, aucun obstacle à l'enrichissement de la bourgeoisie qui va devenir la classe dominante. Ce sont les nouvelles activités industrielles et agricoles, le commerce national et international, qui constituent les sources de richesse. Les pauvres, qui ne contribuent qu'indirectement à l'accumulation, passent au second rang des préoccupations.

Les fondements théoriques de l'économie libérale (ou de l'économie bourgeoise) sont posés, mais la réflexion économique sur la relation production/société est également déjà bien amorcée.

1.2.3. David Ricardo (1772-1823)

Fils d'un banquier israélite émigré de Hollande en Angleterre, Ricardo montrera autant de talent pour l'économie de ses affaires personnelles que pour l'économie politique, ce qui est plutôt rare chez un économiste ! À vingt-deux ans il s'établit comme courtier ; c'est un spéculateur hardi et heureux et ses opérations sur les grains lui permettent bientôt d'acquérir une belle propriété foncière et de se faire élire Membre du Parlement.

Les *Principes de l'économie politique et de l'impôt* sont publiés en 1817 ; ils vont marquer très profondément l'économie politique et, aujourd'hui encore, l'enseignement reste très imprégné par la pensée ricardienne. On retrouve chez Ricardo la plupart des éléments de Smith et de Malthus, notamment la justification de l'ordre libéral et de la propriété privée. Toutefois, sur le plan théorique, Ricardo va beaucoup plus loin que ses prédécesseurs et la théorie économique contemporaine lui doit beaucoup.

Il y a, dans l'œuvre de Ricardo, trois thèmes sur lesquels l'apport de l'auteur paraît fondamental : la théorie de la valeur, la théorie de la rente, qui commande la répartition des profits et des salaires, et la théorie des avantages comparatifs.

a) *La théorie de la valeur*

Adam Smith commençait son ouvrage par l'analyse de la production et de la division du travail, Ricardo commence le sien par un chapitre sur la valeur¹³. Tout comme Smith, il cherche quel peut être le

12. MALTHUS, *Essais sur le principe de la population*, trad. anglais, Liv. 4, chap. 9, Gonthier, 1964.

13. RICARDO, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, éd. française, Calmann-Lévy, 1970.

commun dénominateur qui permettrait de mesurer la valeur de deux marchandises différentes. Comme Smith, il répond que c'est le travail. « La valeur d'une marchandise, écrit-il, ou la quantité de toute autre marchandise contre laquelle elle s'échange, dépend de la quantité relative de travail nécessaire pour la produire et non de la rémunération plus ou moins forte accordée à l'ouvrier¹⁴. »

Il existe une différence entre la réponse qui est donnée sur ce point par Smith et celle qui est donnée par Ricardo : pour Smith, la valeur d'échange des marchandises est déterminée par la quantité de travail que ces marchandises peuvent acheter ou commander. C'est la théorie de la valeur travail commandé. Pour Ricardo, la valeur d'échange des marchandises est déterminée par la quantité de travail nécessaire à leur production ; c'est la théorie de la valeur travail incorporé¹⁵.

b) La théorie de la rente

Après avoir analysé la valeur, Ricardo s'interroge sur la nature de la rente. Lorsqu'on parle de rente, il faut garder en mémoire que le terme anglais de *rent* signifie aussi loyer. La rente, c'est d'abord le revenu payé par le fermier au propriétaire du sol qu'il cultive.

La théorie ricardienne de la rente peut être schématiquement présentée de la façon suivante : dans une économie capitaliste fermée, l'expansion du capital se traduit par la baisse de la productivité du travail sur la terre *marginale*. Le salaire étant échangé, cette baisse entraîne la diminution du taux général de profit et l'accroissement de la rente foncière.

Explicitons ce mécanisme : une population donnée commence par exploiter les meilleures terres. La croissance démographique conduit ensuite cette population à défricher et à cultiver des terres de moins en moins bonnes qui ne permettent que des rendements moindres. On se heurte donc à des rendements décroissants et ceci a une forte implication sur le prix du blé, puisque ce prix doit être fixé à un niveau tel qu'il permette à l'exploitation la moins rentable – on la qualifie d'exploitation marginale – de couvrir ses coûts. Ce système laisse bien évidemment aux propriétaires des meilleures terres une *rente*, qui n'est autre que la différence entre le coût d'exploitation de la plus mauvaise terre (ou le coût est égal au prix du blé et la rente nulle) et le coût d'exploitation d'une terre meilleure.

Imaginons un exemple chiffré : supposons qu'il existe trois catégories de terres A, B, C, sur lesquelles les rendements sont respectivement de 80, 30 et 15 quintaux de blé à l'hectare. Le coût du blé (rémunération du fermier, des travailleurs, semences, engrais, machines) est inversement proportionnel aux rendements ; il est par exemple de 20 sur les terres de catégorie A, de 40 sur les terres de catégorie B et de 60 sur les terres de catégorie C.

Supposons que l'on ait besoin des terres C pour satisfaire les besoins

14. *Id.*, p. 13.

15. Ce point est repris au chapitre III.

de la population. Le prix de vente du blé sur le marché ne saurait être inférieur à 60, prix minimal pour pouvoir couvrir les coûts des terres C. Si le prix est de 60, cela veut dire qu'il va exister une rente en faveur des terres A et B puisque leur productivité est supérieure et leur coût de production inférieur. Pour un prix de 60, nous aurons une rente de 40 en faveur de A, et une rente de 20 en faveur de B. Les propriétaires qui possèdent les terres A et B vont les donner en culture à des fermiers moyennant le versement d'une rente de 40 et 20.

La rente ricardienne est ainsi fondée sur l'inégale fertilité des terres ; elle apparaît au moment où l'on doit cultiver des terres de plus mauvaise qualité. Ces terres ont un coût de production plus élevé, entraînant un prix de marché plus élevé qui est au minimum égal au coût de production. Cet alignement du prix sur le coût des terres les plus mauvaises donne automatiquement naissance à une rente au profit des terres de meilleure qualité, rente qui est appropriée par les propriétaires fonciers.

La non-homogénéité des rendements sur les terres mises en culture contribue ainsi à la détermination des prix : « Ce qui fait hausser la valeur comparative des produits naturels, écrit Ricardo, c'est l'excédent de travail consacré aux dernières cultures et non la rente que l'on paie au propriétaire¹⁶. »

Le prix augmente parce que l'on met en production les terres C qui induisent des rentes pour les propriétaires de A et B. Le prix du blé « se règle ainsi d'après la quantité de travail employée à le produire sur les dernières quantités de terrains ou d'après cette portion de capital qui ne paie pas de rente ; le blé ne renchérit pas parce qu'on paie une rente, mais au contraire c'est parce que le blé est cher que l'on paie une rente¹⁷ ».

Ainsi, il y a simultanément accroissement des rentes et accroissement du prix du blé.

La théorie de la rente a des implications importantes au niveau de la répartition des revenus : les revenus des propriétaires fonciers, issus de la rente, augmentent. Les salaires, dont le niveau dépend du prix des biens alimentaires, vont également augmenter. Dans ces conditions, les profits – « qui ne sont rien d'autre que ce qui reste entre les mains des capitalistes une fois que les rentes et les salaires ont été payés¹⁸ » – vont diminuer, freinant l'accumulation du capital et aboutissant finalement à un état stationnaire, c'est-à-dire à une situation de stabilité de la production et de la population.

L'échéance de cet état stationnaire ne peut être reculée que grâce au progrès technique et surtout au libre échange puisque la libre importation d'un blé étranger moins cher peut contrecarrer la tendance à l'augmentation du prix.

« Il est clair, écrit H. Denis, que Ricardo défend les intérêts des

16. David RICARDO, *op. cit.*, p. 51.

17. *Ibid.*

18. Henri DENIS, *op. cit.*, p. 330.

industriels qui souhaitent que le prix du blé diminue afin de pouvoir abaisser les salaires. Le grand sujet qui occupera désormais Ricardo sera de révéler l'opposition des intérêts des capitalistes et des propriétaires fonciers, afin de faire prévaloir devant l'opinion et le Parlement les intérêts des capitalistes¹⁹. »

c) La théorie des avantages comparatifs

Ricardo écrit à un moment où s'instaure un débat animé entre partisans du libre échange (ouverture des frontières, suppression des droits de douane) et partisans du protectionnisme. Malthus, défendant les intérêts des propriétaires fonciers, se prononce en faveur du maintien des droits de douane, qui protègent le blé anglais. Ricardo, au contraire, est un farouche partisan du libre échange qui sert les intérêts de l'industrie et de la bourgeoisie commerçante.

Prenant l'exemple du vin et du drap que peuvent produire le Portugal et l'Angleterre, il démontre que la spécialisation entre les deux pays doit se faire selon le principe des avantages comparatifs : chaque nation doit vendre aux autres les biens pour lesquels les coûts relatifs nationaux sont plus faibles qu'à l'étranger et acheter aux autres les biens pour lesquels les coûts relatifs nationaux sont plus élevés qu'à l'étranger²⁰.

La théorie des avantages comparatifs a été formalisée par des économistes néoclassiques contemporains. Le théorème HOS (Heckscher, Ohlin, Samuelson) constitue le fondement théorique de la division internationale du travail.

Notons que cette théorie tend à favoriser les pays les plus avancés, déjà spécialisés dans des productions de haute valeur technologique, tandis que les pays les moins développés sont condamnés à exporter des produits primaires.

1.2.4. Jean-Baptiste Say (1767-1832)

Contemporain de la Révolution, Jean-Baptiste Say est très influencé par les classiques anglais ; il connaît bien l'œuvre d'Adam Smith et il entretient une correspondance régulière avec Ricardo, à propos de l'économie politique bien sûr, mais aussi à propos de certaines opérations de spéculation sur les grains que lui propose Ricardo...

Le contexte socio-économique français est assez différent de celui de la Grande-Bretagne. L'industrialisation y est « plus récente et moins sauvage, la pression démographique y est moins forte²¹ ». Dans son *Traité d'économie politique* de 1803, J.-B. Say opère une synthèse entre le libéralisme économique d'Adam Smith et les idées politiques et philosophiques de la Révolution française. Il défend vigoureusement l'industrie, la propriété privée, la libre concurrence.

19. *Ibid.*, p. 320.

20. David RICARDO, *op. cit.*, chap. VII, V, et aussi Gérard DESTANNE de BERNIS, *Relations économiques internationales*, Dalloz, 1977, p. 119 s. sq.

21. J. LANGE, *Éléments de macroéconomie*, Paris, Foucher, 1980, p. 33.

Considéré comme un classique, Jean-Baptiste Say rompt toutefois avec la pensée classique sur un point fondamental, celui de la valeur travail. En partant de l'analyse de la production, l'auteur souligne le rôle de l'entrepreneur : « Les entrepreneurs d'industrie, écrit-il, sont des intermédiaires qui réclament des services productifs nécessaires pour tel produit en proportion de la demande que l'on fait de ce produit. »

Ces services productifs, qu'il baptise *facteurs de production*, il les range en trois catégories : la terre, le capital et le travail. Ces facteurs se combinent, en proportions variables, pour donner la production.

La production agricole, par exemple, résulte de la combinaison du facteur terre avec du facteur travail et du facteur capital (semences, engrais, machines). J.-B. Say met ces trois facteurs sur le même plan et montre que chacun d'eux a un prix : la rente est le prix de la terre ; le salaire représente le prix du travail et l'intérêt est le prix du capital.

Ces prix se fixent d'une façon qui dépend des conditions d'offre et des conditions de demande de chaque facteur. Il y a, par exemple, une offre de travail, de la part de ceux qui veulent travailler ; il y a parallèlement une demande de travail de la part des employeurs. Ce qui permet d'ajuster l'offre et la demande, c'est le salaire, prix du travail. Pour J.-B. Say, l'ajustement se fait toujours sur chaque marché et, pour ce qui est du travail, par exemple, il ne peut pas y avoir de chômage puisque le salaire peut baisser jusqu'à ce que tout le monde soit employé.

« Quand la demande de travailleurs reste en arrière de la quantité de gens qui s'offrent pour travailler, leurs gains déclinent au-dessous du taux nécessaire pour que la classe pauvre puisse se maintenir au même nombre. Les familles les plus accablées d'enfants et d'infirmités dépérissent : dès lors l'offre de travail décline et, le travail étant moins offert, son prix monte²². »

On trouve donc chez Jean-Baptiste Say, pour la première fois d'une façon systématique, l'idée d'équilibre chère aux néoclassiques. J.-B. Say formule la nécessité de l'équilibre par la *loi des débouchés*, une loi qu'il formule de la façon suivante : « l'offre crée sa propre demande », ou encore « les produits s'échangent contre les produits ». Explicitons le mécanisme : pour une marchandise qui est offerte sur le marché, des salaires ont été versés à ceux qui ont contribué à la production de cette marchandise. Ces salaires vont être dépensés, ils serviront à acheter d'autres marchandises, ou même celle-là ; de nouveaux revenus seront ainsi payés et, en fin de compte, la marchandise offerte – à condition qu'elle corresponde à un besoin réel – trouvera sa propre demande.

Nous avons là encore l'ébauche d'un mécanisme qui conduit automatiquement à l'équilibre entre l'offre et la demande, et Jean-Baptiste Say annonce ainsi l'école néoclassique.

On trouve chez J.-B. Say le même optimisme que chez Smith : le

22. J.-B. SAY, *Cours complet d'économie politique pratique*, 2^e édition, Paris, 1840, t. II, p. 47.

développement du capitalisme doit apporter richesse et bonheur, à condition que l'on respecte les principes de l'ordre libéral sur lequel il se fonde.

1.3. KARL MARX (1818-1883)

Les classiques ont assisté à la naissance du capitalisme qui, pour eux, était souvent synonyme de progrès et de libération. Marx voit l'extension rapide du capitalisme et toutes les tensions sociales qu'il engendre. L'armée de réserve industrielle, exclue des campagnes, s'entasse dans les villes ; l'Angleterre, pays vert, devient un pays noir. Les conditions de travail sont souvent effroyables ; il faut lire Engels²³, le rapport Villermé²⁴ ou Zola²⁵ pour prendre conscience de ce qu'était à cette époque la condition ouvrière. Dans ce climat vont se développer les premières luttes ouvrières, les premières révoltes, les premières grèves, les premières crises du capitalisme, mais aussi la montée des mouvements socialistes. Ce sont d'abord des luttes isolées, dirigées contre les machines (le bris de machines). Marx écrit à ce propos : « Il faut du temps et de l'expérience avant que les ouvriers, ayant appris à distinguer entre les machines et leur emploi capitaliste, dirigent leurs attaques non contre le moyen matériel de production, mais contre son mode social d'exploitation²⁶. »

On comprend, dans ce contexte, que naisse une économie politique qui ne soit pas l'apologie de la propriété privée, du libéralisme et de l'individualisme, mais qui soit au contraire une lutte contre l'exploitation du travail et pour la construction d'un monde économique plus juste. Ce mouvement aboutira, sur le plan politique, à la Révolution russe de 1917 et au développement des régimes communistes.

Marx naît à Trèves ; c'est un lecteur assidu de Rousseau, Voltaire et Kant et il entre ainsi de plain-pied dans la tradition rationaliste. Marx étudie la philosophie à Bonn puis à Berlin. Il découvre Hegel et, s'il rejette l'idéalisme de ce dernier, il réalise en revanche toute l'importance et toute la pertinence de l'analyse dialectique développée par Hegel. La conjonction du courant rationaliste et de la pensée de Hegel va donner naissance chez Marx à une forme d'analyse très nouvelle qui combine le *matérialisme historique* et la *dialectique*.

Marx est philosophe et historien avant de devenir économiste. Son objectif initial est l'analyse du processus historique du développement des sociétés occidentales, à leur stade capitaliste en particulier. Pour lui, l'histoire ne se manifeste pas par une évolution progressive et continue (vision traditionnelle de l'histoire), mais par des transforma-

23. F. ENGELS, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845, Éd. Sociales, 1961.

24. Louis René VILLERMÉ, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les fabriques de coton, de laine et de soie*, 1840 (rééd. en deux vol. : EDHIS, 1979).

25. Surtout *Germinal*.

26. K. MARX, *Le Capital*, Liv. I, S. 4, Bibl. de la Pléiade, p. 963.

tions successives qui résultent d'oppositions et de luttes (conception hégélienne). Tel est le sens de la dialectique.

Une situation est dialectique lorsqu'une relation spécifique d'opposition existe entre les divers éléments qui la composent, relation qui engendre une nouvelle situation. La dialectique est une lutte perpétuelle des contraires.

Le système social est une totalité ; différents éléments constituent les parts de cette totalité et il existe de très nombreuses relations d'opposition entre ces différents éléments, entre quelques-uns de ces éléments et la totalité du système, etc. La cristallisation de ces oppositions se fait à partir du processus de création de la valeur et c'est de cette façon que Marx aborde l'économie²⁷.

Comme les économistes classiques, qu'il connaît bien, Marx part de l'idée que toute valeur provient du travail (théorie de la valeur travail). Ce travail s'exerce dans des conditions historiques et sociales bien déterminées (matérialisme historique) et l'organisation capitaliste de la production permet à une classe, la classe capitaliste, de s'approprier une partie de la valeur (plus-value) qui a été créée par la classe ouvrière²⁸.

L'analyse qui vient d'être schématisée est dialectique puisqu'elle est fondée sur des relations spécifiques d'opposition qui existent au sein de la société, et en particulier sur l'antagonisme entre les capitalistes qui possèdent les moyens de production (usines, machines) et la classe ouvrière qui ne dispose que de sa force de travail ; d'où la lutte des classes.

Cette analyse est dynamique : elle aboutit à l'idée que l'opposition de classes donnera naissance à un nouveau système économique (le socialisme), de la même façon qu'une opposition de classes à l'intérieur du féodalisme a donné naissance au capitalisme. « L'Histoire, écrivent Marx et Engels, au tout début du *Manifeste communiste*, c'est l'histoire de la lutte des classes. »

Entre les classiques et Marx il y a donc un point commun : la théorie de la valeur travail ; il y a aussi une rupture : l'économie politique, qui jusqu'alors apportait une caution à l'ordre établi de la propriété privée, se présente maintenant comme une contestation de l'ordre établi.

Aujourd'hui, Marx n'est plus à la mode, mais sa place reste importante dans le développement de la pensée économique et dans la construction de l'économie politique. Dans la présente édition de ce manuel, nous lui avons consacré le même espace que lors de la première édition, en 1983. Deux raisons majeures expliquent cette attitude. D'abord, parce que Marx voulait corriger les disparités croissantes entre riches et pauvres et que cette préoccupation reste très actuelle, tant au niveau des nations qu'au niveau de la planète ; ensuite, parce que Marx avait compris que la poursuite sans frein de l'intérêt

27. Les principaux ouvrages de MARX sont la *Critique de l'économie politique* et surtout *Le Capital*, une œuvre monumentale dont le dernier livre (Liv. 3) était encore sous une forme inachevée à la mort de Marx.

28. Le mécanisme de création de la plus-value est explicité au chap. III.

individuel pourrait avoir des résultats socialement néfastes. Aujourd'hui, le capitalisme se présente comme le seul mode d'organisation de l'économie ; c'est un capitalisme qui, en l'absence de garde-fous solides, peut entraîner de graves abus et engendrer un nouveau Marx et de nouvelles dynamiques révolutionnaires. On retrouve la vision dialectique de l'histoire, le grand apport méthodologique de Marx.

1.4. LE COURANT NÉOCLASSIQUE

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le développement industriel en Angleterre, en France et en Allemagne donne naissance à des tensions sociales très vives qui exacerbent les passions politiques et intellectuelles.

La pensée économique, modelée jusque-là par l'école classique, se trouve directement confrontée à ces tensions ; elle se coupe en deux :

— d'un côté, les socialistes (Proudhon, Saint-Simon) et les marxistes revendiquent une société plus juste, dont l'établissement passe par l'abolition de la propriété privée des moyens de production ;

— d'un autre côté se développe, en réaction contre les socialistes et les marxistes, le courant néoclassique, défenseur, au nom du progrès, de la propriété privée, de l'ordre établi et d'une certaine justice sociale qui doit se mériter par le travail.

Les néoclassiques restent donc très marqués par la pensée classique puisqu'ils sont de farouches défenseurs de la propriété privée et de l'individualisme libéral, principes qui sont violemment attaqués par le courant opposé.

Ils vont rompre toutefois avec les classiques sur un point fondamental qui est celui de la valeur travail, développant une nouvelle théorie de la valeur – la théorie de la valeur utilité – fondée sur l'utilité attachée à un bien que l'on produit ou que l'on veut acquérir²⁹.

Cette utilité se mesure essentiellement à la marge, c'est-à-dire en considérant la dernière unité que l'on produit ou que l'on veut obtenir : un premier morceau de pain est plus utile qu'un deuxième, qui est lui-même plus utile qu'un troisième, etc. Au fur et à mesure de la satisfaction des besoins, l'utilité marginale (du dernier bien obtenu) diminue jusqu'à atteindre zéro. On parlera ainsi, à propos du développement de la pensée néoclassique, de la *révolution marginaliste*.

On voit bien qu'en raisonnant ainsi, les néoclassiques font passer à l'arrière-plan l'idée, chère aux classiques et reprise par Marx, selon laquelle la valeur du produit dépend du travail qu'il contient.

29. Des économistes français comme CONDILLAC, GALIANI, GRASLIN avaient déjà relié la notion de valeur à celle d'utilité : « Ils partent de l'échange des utilités comme fondement subjectif et positif de toutes les valeurs ; tout ce qui satisfait le besoin a donc une valeur, et toute transformation ou tout transport qui permet de satisfaire de plus nombreux besoins constitue une augmentation de valeur : c'est cette augmentation qui permet de rétribuer les ouvriers, en leur donnant, prélevé sur cet accroissement, l'équivalent de leur subsistance. Mais tous ces éléments positifs qui constituent la valeur reposent sur un certain état de besoin chez les hommes, donc sur le caractère fini de la fécondité de la nature. » Michel FOUCAULT, *Les Mots et les choses*, Gallimard, 1966, p. 213.

Nous suivons l'élaboration de la pensée néoclassique à travers trois auteurs : William Stanley Jevons, Léon Walras et Vilfredo Pareto.

1.4.1. William Stanley Jevons (1835-1882)

W.S. Jevons est le fils d'un industriel anglais ruiné par la crise de 1847. Il s'intéresse assez rapidement à l'économie et étudie notamment le problème de la fixation des tarifs de chemin de fer³⁰. C'est à ce propos que Jevons s'interroge sur la valeur des marchandises. Il examine les réponses qui ont été apportées à cette question par les classiques (valeur travail) et, en praticien de l'économie, il estime que la théorie de la valeur travail n'est pas opérationnelle et qu'il est bien difficile de mesurer et de quantifier du travail qui a été effectué bien longtemps avant que le produit auquel il a donné naissance soit consommé. Il pense au contraire qu'un consommateur tend normalement à se procurer des biens en fonction de leur degré final d'utilité, ou encore de la satisfaction que procure la possession de ces biens.

Naturellement, l'utilité qui est accordée par le consommateur à une première unité d'un bien donné est très supérieure à l'utilité que ce même consommateur accordera à la seconde unité du même bien.

Exemple : lorsqu'on a soif, l'utilité (donc, dans le raisonnement de Jevons, la valeur) que l'on accorde au premier verre de boisson est supérieure à l'utilité (donc la valeur) que l'on accorde au deuxième verre.

Supposons maintenant que l'on dispose d'une unité de mesure, comme une note, pour évaluer quantitativement, mais aussi subjectivement, l'utilité que l'on accorde à des unités successives de boisson et de gâteau ; nous pouvons alors construire le tableau suivant :

UTILITÉ

	Boisson	Gâteau
1 ^{re} unité	10	9
2 ^e unité	8	2
3 ^e unité	5	0
4 ^e unité	2	0
5 ^e unité	0	0

Ce tableau exprime l'idée selon laquelle j'accorde plus d'importance au premier verre de boisson (10) qu'au premier gâteau (9), au premier gâteau (9) qu'au deuxième verre (8), etc.

Supposons maintenant que gâteau et verre de boisson soient vendus au même prix de un franc. La question qui se pose est celle de savoir combien de verres de boisson et combien de gâteaux j'achèterai en fonction du nombre de francs que j'ai dans mon porte-monnaie.

30. L'ouvrage essentiel de JEVONS est la *Théorie de l'économie politique*, publié en 1871.

Avec un franc j'achèterai un verre de boisson, avec deux francs un verre de boisson et un gâteau, avec trois francs un verre de boisson, un gâteau et un deuxième verre de boisson, etc.

Si nous avons cinq francs, nous hésitons entre deux combinaisons équivalentes : quatre boissons et un gâteau ou bien trois boissons et deux gâteaux car nous accordons la même utilité (valeur) au deuxième gâteau et à la quatrième boisson.

Nous pouvons résumer ces choix de la façon suivante :

Budget	Achats
1 F	1 boisson
2 F	1 boisson + 1 gâteau
3 F	2 boissons + 1 gâteau
4 F	3 boissons + 1 gâteau
5 F	4 boissons + 1 gâteau ou 3 boissons + 2 gâteaux

À partir de la construction de cette *fonction d'utilité*, les néoclassiques introduisent le concept d'*utilité marginale* qui exprime l'utilité que l'on accorde à la dernière unité obtenue (ou produite).

En reprenant l'exemple ci-dessus, on peut dire ainsi que l'utilité marginale des différentes pièces de un franc que je possède est la suivante :

- utilité marginale du 1^{er} franc : 10 ;
- utilité marginale du 2^e franc : 9 ;
- utilité marginale du 3^e franc : 8 ;
- utilité marginale du 4^e franc : 5 ;
- utilité marginale du 5^e franc : 2 ;
- utilité marginale du 6^e franc : 2 ;
- utilité marginale du 7^e franc : 0.

Naturellement, on suppose dans cet exemple que la société ne nous offre que deux biens, mais le raisonnement peut être étendu à « n » biens.

Notons que les néoclassiques opèrent un glissement par rapport aux classiques. Ces derniers insistaient sur la relation existant entre le prix de marché et le coût de travail ; les néoclassiques déconnectent, peut-on dire, la notion de prix et la notion de coût en se référant à une utilité qui ne peut être exprimée que de façon subjective. On glisse insensiblement de l'objectif au subjectif ; on occulte le travail. La loi qu'ils proposent n'est pas fautive en elle-même, mais elle ne peut en aucun cas se substituer à la théorie objective de la valeur travail.

1.4.2. Léon Walras (1834-1910)

Fils d'un économiste français qui fut l'un des premiers à tenter d'appliquer les mathématiques à l'analyse économique (Auguste Walras), Léon Walras entre à l'École des mines de Paris. Assez mal

reçu par l'*establishment* universitaire parisien, il s'installe en Suisse et, en 1870, il est nommé professeur d'économie à l'université de Lausanne ; il fonde l'École de Lausanne.

En 1860 il écrit un ouvrage contre Proudhon, qui s'était écrié : « La propriété, c'est le vol. » L'objectif de Walras, c'est de reconstruire l'économie sur des bases nouvelles pour ruiner les arguments des socialistes. Walras est très soucieux de justice sociale, mais il pense que la libre concurrence est parfaitement en mesure de favoriser l'établissement de la justice sociale, qui passe par la recherche d'une « efficacité sociale ». Walras visait ainsi l'établissement d'un socialisme vraiment scientifique.

« Il faut édifier une doctrine capable de concilier le libéralisme, qui assure l'expansion de la production, avec le socialisme qui veut réaliser la justice. Cela est possible en distinguant dans l'activité humaine, d'un côté ce qui relève de la science, d'un autre côté ce qui relève de la morale. La science économique dira pourquoi la concurrence est le seul moyen d'assurer le développement de la richesse, la morale dira quand et comment on doit intervenir pour rendre juste la répartition de la richesse³¹. »

En 1874, Léon Walras publie ses *Éléments d'économie politique pure*. Le titre est significatif : en devenant une science pure, l'économie cesse d'être une science sociale.

Dans cet ouvrage, qui résume magistralement la pensée de Walras, l'auteur cherche à construire un *modèle d'équilibre*.

Dans le langage économique, un modèle est une construction abstraite qui, au prix de certaines simplifications, met en lumière des lois de fonctionnement essentielles de l'économie. Le modèle de Walras répond bien à cette définition ; il revêt deux aspects : c'est un modèle descriptif des lois de l'économie, mais aussi un modèle normatif qui pose les règles de ce qu'il faut faire.

Ce modèle d'équilibre est fondé sur la confrontation de l'offre et de la demande sur différents marchés qui sont des marchés de concurrence.

La variation des prix opère l'ajustement entre les quantités demandées et les quantités offertes et, comme il y a une infinité de vendeurs et une infinité d'acheteurs (conditions premières de la concurrence), tous les marchés sont « en équilibre » dans un monde sans conflit, sans chômage, où l'exploitation du travail n'existe pas. Selon Walras, l'*allocation optimale* des ressources est ainsi assurée.

Henri Denis note avec raison que la démarche de Walras aboutit à une contradiction profonde : « Son enthousiasme pour le principe de la concurrence illimitée lui fait adopter des attitudes ultra-conservatrices, alors qu'il se prétendait lui-même ami de la justice sociale³². »

31. L. WALRAS, *Éléments d'économie politique pure*, Paris, F. Pichon, 1900, cité par Henri DENIS, *op. cit.*, p. 508.

32. Henri DENIS, *op. cit.*, p. 524.

1.4.3. Vilfredo Pareto (1848-1923)

Vilfredo Pareto étudie d'abord les sciences exactes puis il se consacre à l'économie et il succède à Walras à la chaire d'économie politique de l'université de Lausanne.

Très proche de Walras dans sa problématique, il perfectionne le modèle d'équilibre en introduisant notamment la notion d'optimum économique, qu'il définit comme la « situation dans laquelle on ne peut améliorer la condition d'un individu sans porter atteinte à celle de l'autre ». L'optimum est assuré par un système de concurrence pure et parfaite, système à l'intérieur duquel le prix de chaque bien exprime l'utilité marginale du bien considéré.

1.5. LES RUPTURES PAR RAPPORT AU MODÈLE NÉOCLASSIQUE

Après les travaux de Jevons, Menger, Walras et Pareto, le modèle néoclassique sera perfectionné par de très nombreux auteurs. Il demeure encore aujourd'hui le symbole de la pensée économique libérale.

Plusieurs auteurs vont toutefois se démarquer du modèle général et ceci à trois niveaux différents : a) au niveau du modèle de concurrence ; b) au niveau du plein emploi ; c) au niveau de l'équilibre général.

1.5.1. Rupture au niveau du modèle de concurrence

Pour les néoclassiques, le modèle de concurrence pure et parfaite³³ se présente à la fois comme un instrument d'analyse et comme un modèle de référence qu'il faut chercher à promouvoir. Trois auteurs vont, à peu près simultanément, contester cette idée.

En 1926, à Cambridge (Angleterre), Piero Sraffa écrit un article célèbre sur les rendements décroissants³⁴. Il démontre que l'existence de la concurrence pure et parfaite implique nécessairement que l'économie soit dans une phase de rendements décroissants, ce qui était le cas pour l'agriculture du temps de Ricardo. Sraffa nous dit qu'au contraire de nombreux secteurs de l'activité économique, l'industrie pour une part, sont soumis à des rendements croissants : cet état devrait progressivement amener, selon lui, une situation de monopole.

Quelques années plus tard, deux auteurs, influencés par les idées de Sraffa, vont contester, eux aussi, la pertinence du modèle de concurrence.

À Chicago, Edward Chamberlin publie en 1933 la *Théorie de la concurrence monopolistique*.

À Cambridge (Angleterre), Mrs. Joan Robinson publie, en 1933 également, la *Théorie de la concurrence imparfaite*.

33. Voir déf. *infra*, p. 38.

34. P. SRAFFA, « The Laws of Returns Under Competitive Conditions », *The Economic Journal*, 1926.

Pour ces deux auteurs, la réalité économique est constituée par un mélange de concurrence et de monopole. Les forces monopolistiques interfèrent continuellement avec les forces concurrentielles. En combinant ces deux tendances, ces auteurs proposent une analyse qui aboutit à un équilibre de concurrence imparfaite. Nous reviendrons plus longuement sur ces théories dans le chapitre vi. Notons pour l'instant que la rupture par rapport aux néoclassiques reste mineure ; la problématique d'ensemble, en termes de valeur et d'utilité marginale, n'est pas fondamentalement modifiée.

Toutefois, P. Sraffa et J. Robinson se démarqueront de plus en plus du modèle néoclassique. Ils sont à l'origine du courant néocambridgien (école de Cambridge) influencé à la fois par les idées de Marx et celles de Keynes.

1.5.2. Rupture au niveau de l'équilibre de plein emploi

La grande crise économique de 1929 et la montée du chômage amènent les économistes néoclassiques à se poser quelques questions sur la pertinence de l'hypothèse d'équilibre de plein emploi.

C'est sur ces bases qu'un économiste anglais, John Maynard Keynes (1883-1946), publie en 1936 la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*.

Par opposition aux néoclassiques, qui raisonnent sur des marchés (raisonnement microéconomique), Keynes raisonne sur des variables globales (approche macroéconomique). Il pense que le sous-emploi résulte d'une baisse de l'investissement, qui résulte elle-même du faible niveau de la demande anticipée par les entrepreneurs.

Pour relancer la croissance, et, par conséquent, pour réduire le chômage, il faut relancer à la fois l'investissement et la demande. Pour cela Keynes préconise une intervention de l'État qui dispose de plusieurs moyens d'action :

— *la politique budgétaire* permet, fût-ce au prix d'un déficit, de financer des investissements publics (grands travaux) qui, en dehors de l'utilité sociale qu'ils représentent, permettent de distribuer des revenus, de créer des emplois, donc d'activer la demande ;

— *la politique fiscale* peut assurer une certaine distribution des revenus favorisant les catégories les plus démunies qui consacrent une plus grande partie de leur revenu à la consommation ;

— *la politique monétaire*, enfin, doit favoriser la circulation d'une quantité assez abondante de monnaie pour absorber la production et maintenir un taux d'intérêt assez bas, de nature à encourager l'investissement.

L'ensemble de ces actions devrait permettre de réduire le niveau du chômage.

Keynes qualifie sa théorie de *générale* car il estime que les néoclassiques n'ont vu que l'un des cas d'équilibre possibles et qu'en fait il en existe d'autres. L'équilibre de plein emploi est un cas particulier ; il y a aussi des équilibres de sous-emploi.

La pensée de Keynes aura une très profonde influence sur les politiques économiques menées par les grands pays capitalistes juste avant la Seconde Guerre mondiale et durant la période 1945-1960.

Tout en restant dans le cadre de l'économie de marché, Keynes se prononce en faveur d'une action énergique menée par l'État pour stimuler la croissance et lutter contre le chômage.

Tous les économistes contemporains ont subi très profondément l'influence de Keynes. Les recettes qu'il proposait ont donné d'assez bons résultats tant que les nations étaient relativement fermées. Aujourd'hui, les pays industrialisés atteints par la crise sont beaucoup plus ouverts sur l'extérieur et cette ouverture marque les limites des solutions préconisées dans les années trente.

1.5.3. Rupture au niveau de l'équilibre général

Après la Seconde Guerre mondiale, un fort courant d'opposition (non marxiste) à la pensée néoclassique se cristallise autour de la critique de la notion même d'équilibre général (*i.e.* équilibre sur tous les marchés).

Un auteur comme François Perroux caractérise bien cette rupture. Perroux ne conteste pas fondamentalement l'ordre libéral fondé sur la propriété privée et l'initiative individuelle, mais il souhaite une société plus juste qui ne soit pas totalement planifiée.

La pensée de François Perroux est très marquée par la notion de déséquilibre : domination de certaines économies par d'autres, domination de firmes multinationales, domination de certaines catégories sociales sur d'autres. Il dénonce avec vigueur les coûts sociaux du capitalisme. Sans pouvoir résumer ici sa pensée, citons la façon dont il conteste la pertinence de la théorie des avantages comparatifs issue de Ricardo et perfectionnée par des néoclassiques comme Heckscher, Ohlin et Samuelson :

« 1) L'échange international est, pour plus grande part, le fait des grandes firmes ; elles usent communément des coûts de vente ; elles fondent fréquemment des ententes ou y participent. L'échange international est pénétré de concurrences monopolistiques, sous les plus variées de leurs formes. En outre, quand les grandes firmes ou leurs groupes appartiennent à de grandes et puissantes nations, les avantages éventuels de la dimension de la nature d'activité et du pouvoir de négociation de l'unité privée et de l'ensemble politiquement organisé auquel il appartient se combinent et se renforcent. La mobilité interne des facteurs n'est pas totale : une nation est composée d'espaces polarisés ; de plus elle s'organise moyennant des règles du jeu qui, dans une bonne mesure, influencent la mobilité des facteurs.

2) La mobilité externe des facteurs n'est pas nulle : elle est fortement croissante, au cours du siècle écoulé, pour l'information, l'innovation, le capital financier et monétaire : elle tend à s'élever en ce qui concerne l'énergie et les machines.

3) La production et la productivité, en dynamique, dépendent des

combinaisons multisectorielles ; les coefficients de capital sont fortement variables suivant les secteurs ; l'évolution du coefficient de capital global comporte des changements sur longues périodes.

4) Pour produire des quantités égales de biens analogues (jamais, à rigoureusement parler, identiques) les pays mettent en œuvre des techniques différentes les unes des autres ; pour une combinaison analogue de quantités analogues de facteurs de production, on enregistre des produits variables suivant les milieux économiques et culturels.

5) Les économies globales contiennent des points de rendements croissants. La croissance du produit global, dans les pays les plus avancés, est imputable, statistiquement, pour plus de 60 % au progrès technique.

6) Les produits ne peuvent pas être classés uniformément selon leur intensité par rapport à un facteur (K/P, L/P) ; pour une même intensité les différences de qualité ne peuvent jamais être négligées, non plus que les conditions de l'environnement pour chaque facteur et chaque combinaison de facteurs.

7) Les facteurs de la production sont de qualités très différentes suivant les pays ; ces différences sont sensibles même quand la comparaison porte sur des pays industriels depuis longtemps développés. Un facteur de la production à l'échelle globale ne peut jamais être évalué avec rigueur s'il l'est globalement et isolément ; il est essentiellement formé de sous-ensembles entre eux hétérogènes et qui, en eux-mêmes et par leur combinaison, sont multidimensionnels quant à leurs coûts et à leurs effets réels. Les *external economies* sont importantes et fréquentes dans les ensembles industriels, nations, régions, groupements de nations.

8) Les dotations de facteurs ne sont pas fixes ; elles changent de dimension et de forme par le double effet des actions spontanées des unités privées et de la politique des pouvoirs publics. Les facteurs ne sont pas constamment employés à plein, les économies ne fonctionnent pas constamment au niveau de la capacité du capital installé et du plein emploi de la main-d'œuvre³⁵. »

À partir d'une analyse des rapports de domination, des rapports de pouvoir, des rapports de force, bien exprimés dans le texte ci-dessus, François Perroux assigne à l'économie les trois tâches de « nourrir les hommes, soigner les hommes, libérer les esclaves³⁶ ». Il y a là une rupture radicale avec le laisser-faire, laisser-aller, une formidable prise de conscience des contraintes, des nécessités et des espoirs d'un monde différencié, marqué par son histoire.

Après avoir jalonné la formation de la pensée économique contemporaine par quelques noms, nous allons revenir maintenant sur la façon dont s'articulent les courants et les idées.

35. François PERROUX, *Dialogue des monopoles et des nations*, PUG, 1982, p. 59-60.

36. François PERROUX, *La Coexistence pacifique*, t. III, Liv. 2, chap. 1, 2 et 3, PUF, 1958. Il faut surtout lire, de François PERROUX : *L'Économie du xx^e siècle*, PUF, 1968.